EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 février 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 178 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danièle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Signé le 28 Février 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 07 mars 2019

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Moussa BENKACI représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Jean-Louis CANAL représenté par Jacky GERARD - Eric CASADO représenté par Nicole JOULIA - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Philippe CHARRIN représenté par Roland GIBERTI - Pierre COULOMB représenté par Joël MANCEL - Robert DAGORNE représenté par Michel BOULAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Jeanne MARTI - Hervé FABRE-AUBRESPY représenté par Régis MARTIN - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Claude FILIPPI représenté par Christian BURLE - Loïc GACHON représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Noro ISSAN-HAMADY représentée par Arlette FRUCTUS - Gaëlle LENFANT représentée par Muriel PRISCO - Laurence LUCCIONI représentée par Mireille BALLETTI - Jean-Pierre MAGGI représenté par André BERTERO - Rémi MARCENGO représenté par Sylvia BARTHELEMY - Bernard MARTY représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par Patrick PIN - Marie-Claude MICHEL représentée par Pascale MORBELLI - Pascal MONTECOT représenté par Nicolas ISNARD - Patrick PAPPALARDO représenté par Catherine PILA - Roger PELLENC représenté par Arnaud MERCIER - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Jean-Jacques POLITANO représenté par Jacques BOUDON - Gérard POLIZZI représenté par Garo HOVSEPIAN - Bernard RAMOND représenté par Philippe DE SAINTDO - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Véronique PRADEL - Francis TAULAN représenté par Jules SUSINI - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe VERAN représenté par David YTIER.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Odile BONTHOUX - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Laurent COMAS - Bruno GILLES - Maryse JOISSAINS MASINI - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Maryse RODDE - Eric SCOTTO - Frédéric VIGOUROUX - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Étaient présentes et représentées en cours de séance Mesdames :

Irène MALAUZAT représentée à 14h05 par Olivier FREGEAC - Virginie MONET-CORTI représentée à 15h16 par Georges GOMEZ.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Bernard JACQUIER à 14h12 - Richard MALLIÉ à 14h15 - Alexandre GALLESE à 14h21 - Jacques BESNAÏNOU à 14h33 - Sylvaine DI CARO à 15h03 - Gérard BRAMOULLÉ à 15h03 - Carine ROGER à 15h03 - Claude VALLETTE à 15h03 - Didier ZANINI à 15h03 - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE à 15h03 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 15h15 - Henri PONS à 15h16 - Georges ROSSO à 15h16 - Florence MASSE à 15h16 - Christine CAPDEVILLE à 15h30 - Patrick PIN à 15h30 - Gaby CHARROUX à 15h30 - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI à 15h30 - Sandra DALBIN à 15h30 - Marc POGGIALE à 15h36 - Pascale MORBELLI à 15h36 - Christian PELLICANI à 15h36 - Lionel ROYER-PERREAUT à 15h36 - Marcel MAUNIER à 15h38.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

DEA 001-5515/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°5 au contrat de délégation de service portant sur le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets ménagers et assimilés

MET 19/9943/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est préalablement rappelé que par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de délégation de service public a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le 18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention, créé une société dédiée à l'exploitation du site, EVERE qui est donc le Délégitaire.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de quatre avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015.

Aujourd'hui, de nouvelles dispositions législatives viennent modifier le régime fiscal de la taxe générale sur les activités polluantes - incinération (dite « TGAP Incinération »).

Plus précisément, alors que les récentes lois de finances prévoient une augmentation progressive de son montant dès 2019 et jusqu'à 2025, dans le même temps elles prévoient un mécanisme incitatif pour les exploitants d'incinérateurs en vue d'augmenter la performance environnementale de leurs installations grâce à l'introduction de taux réduits pour les installations mettant en place des équipements réduisant leurs nuisances environnementales (par exemple certification selon la norme ISO 50001 ou encore réduction des taux d'émission de certains rejets, à savoir les NOx).

Globalement, en ce qui concerne l'installation dont le Délégitaire à la charge dans le cadre de la Convention, une TGAP Incinération à taux plein – dont il est contractuellement prévu le remboursement par le Délégitant – représentera, selon le projet de loi de finances 2019, un montant annuel de plus de 4,32 M€ en 2019 et jusqu'à 9 M€ en 2025. Or, le respect des objectifs de performance environnementale permettra l'application d'un taux réduit et, ce faisant, une réduction très importante du montant annuel de TGAP Incinération, de 2,43 M€ en 2019 jusqu'à 3,6 M€ en 2025.

Compte tenu de l'enjeu pour les finances de la collectivité dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, la Métropole s'est rapprochée de son délégitaire afin de trouver un accord permettant d'éviter que celle-ci subisse cette augmentation des taux de TGAP. L'objet de la négociation a été d'étudier les conditions de réalisation des investissements indispensables pour bénéficier du taux de TGAP réduit et ce, dès l'année 2019.

L'ensemble des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation/maintenance induits par ces mesures sera pris en charge par le délégitaire qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux. En contrepartie, la

Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 07 mars 2019

Métropole versera au délégataire un complément de redevance dit CPF3 d'un montant annuel de 985 387€.

Ainsi, la conclusion de l'avenant 5 permet à la Métropole de réaliser plus de 26 M€ d'économie en incluant le versement du CPF3 sur les douze années restantes du contrat de délégation de service public.

Afin de mettre à jour la Convention des récentes évolutions réglementaires précitées, de clarifier les obligations respectives des Parties sur ces points et donc d'améliorer les relations contractuelles, les Parties ont décidé de la conclusion d'un avenant n° 5.

L'avenant n° 5 a pour objet :

- d'ajuster la rédaction de l'article 26 relatif à la mise en conformité des ouvrages et/ou des conditions d'exploitation ;
- d'instituer un CPF3 (Complément de Partie Fixe n°3) en contrepartie des incidences financières liées à la mise en place des dispositifs d'optimisation de cette taxe afin que, suite aux dernières évolutions réglementaires du Code des Douanes, le DELEGANT bénéficie d'un tarif optimisé de la TGAP Incinération;
- de définir les modalités d'indexation de ce CPF3 ;
- de mettre à jour la rédaction de l'article 35 relatif au régime fiscal, au regard des dernières évolutions réglementaires et notamment celles relatives à la TGAP Incinération ;
- de définir les modalités d'information du DELEGANT dans le cadre de la mise en œuvre des actions « ISO 50001 » ;
- de compléter les informations à fournir par le DELEGATAIRE au DELEGANT dans le cadre des comptes-rendus techniques, afin d'y ajouter les données de suivi pertinentes au regard de la TGAP Incinération (« haute performance énergétique » et pesée commerciale).

Enfin, en application des articles 26 et 39 de la Convention, le présent avenant a également pour objet de prendre en compte les incidences financières de la mise en conformité réalisée suite à une évolution réglementaire relative aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature ICPE. Ainsi, le montant de l'investissement remboursé au délégataire par la Métropole s'élève à 219 580,82€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants n°1, 2, 3 et 4 en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011 et 22 juillet 2015 ;
- L'avis de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession* et son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 ;

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 07 mars 2019

Considérant

- Que de nouvelles dispositions législatives viennent modifier le régime fiscal de la taxe générale sur les activités polluantes - incinération (dite « TGAP Incinération »).
- Que le bénéfice d'un taux réduit de taxe générale sur les activités polluantes - incinération permettra au Délégué de réduire significativement le montant de cette taxe ;
- Qu'il y a lieu de mettre à jour la Convention de ces récentes évolutions réglementaires, de clarifier les obligations respectives des Parties et d'améliorer leurs relations contractuelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5 à la convention de délégation de service public portant sur le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ensemble de traitement des déchets comportant en particulier une unité de traitement thermique avec valorisation énergétique, ci-annexé ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets sur les exercices 2019 et suivants, à la nature budgétaire 611, contrat de prestation fonction 7213 et en section d'investissement chapitre 20151130000, nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué
Propreté et Traitement des déchets

Roland MOUREN